

NE PAS PUBLIER AVANT  
19H00 LE 12 JANVIER 1977  
VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCATION

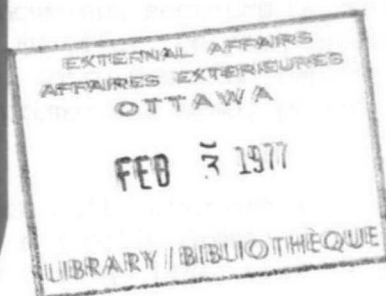


# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.

NOTES POUR L'ALLOCATION QUE  
PRONONCERA LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
M. DON JAMIESON, À L'OCCASION  
D'UN DÏNER QUI SERA DONNÉ  
EN SON HONNEUR PAR LE  
MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL,  
SENHOR ANTONIO FRANCISCO  
AZEREDO DA SILVEIRA,  
LE 12 JANVIER 1977



(TRADUCTION)

Votre Excellence et Senhora Silveira, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous remercier, Excellence, de vos paroles de bienvenue, de vos aimables remarques sur mon pays et de vos propos louangeurs à mon endroit. Ces compliments sont d'autant plus flatteurs qu'ils viennent d'un homme comme vous qui peut s'enorgueillir d'une belle carrière de diplomate et, ces trois dernières années, de ministre, sous l'inspiration de votre président distingué, vous menez actuellement avec un franc succès une politique étrangère qui s'apparente par maints côtés à celle du Canada. En effet, en élargissant l'horizon de vos relations étrangères, vous avez renforcé la position du Brésil dans le monde et trouvé de nouveaux débouchés pour les produits brésiliens. Je vous suis reconnaissant d'avoir fait l'éloge des liens canado-brésiliens et je puis vous dire que la chaleureuse hospitalité dont nous avons été l'objet depuis notre arrivée en sol brésilien est venue concrétiser à nos yeux l'importance que vous attachez à nos rapports bilatéraux.

Soyez assuré, Excellence, que cette sincérité et ce sérieux trouvent leur pendant chez nous. J'ai avec moi une délégation éminente composée de représentants du Parlement, du monde des affaires et de plusieurs ministères, une équipe de journalistes s'est également jointe à cette délégation afin de rendre compte des résultats attendus de cette visite. M'accompagnent M. Marcel Prud'homme, président du Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale de la Chambre des communes, M. Don Campbell, président de la Chambre de Commerce Brésil-Canada et vice-président de la compagnie Aluminium du Canada limitée, M. Gary German, président du conseil exécutif de l'Association canadienne pour l'Amérique latine et adjoint spécial au vice-président exécutif de la Noranda Mines Limited, M. Lou Bourgeois, directeur administratif de la Chambre de Commerce Brésil-Canada et enfin, M. Frank Clark, directeur exécutif de l'Association canadienne pour l'Amérique latine. Font également partie de ma délégation des hauts fonctionnaires des ministères des Affaires extérieures, de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture et des Finances, de l'Agence canadienne de développement international et de la Société canadienne pour l'expansion des exportations.

Si les membres de ma délégation représentent une aussi vaste gamme d'intérêts, c'est que nous entretenons un vif désir de développer des relations plus étroites avec votre pays. J'espère que les entretiens que mes collaborateurs et moi-même aurons avec vous nous permettront de mieux comprendre nos intérêts, nos liaisons et nos capacités réciproques et de cerner de nouveaux domaines de coopération. Les rapports qui unissent le Canada et le Brésil sont déjà importants, je le concède, mais à mon avis, ils offrent un potentiel beaucoup plus grand encore. Ma conviction s'appuie sur l'étroite complémentarité existant entre nos deux pays, complémentarité qui découle des nombreux secteurs où nous pouvons nous compléter et nous aider mutuellement. En effet, on peut aisément établir d'importants parallèles entre nous: notre histoire, notre position respective dans l'hémisphère, nos besoins économiques, notre avenir prometteur même, peuvent être mis en parallèle.

Je voudrais d'abord mentionner qu'il s'en est fallu de peu pour que ma province d'origine, Terre-Neuve, ne s'appelle Brésil. En effet, les plus récentes recherches historiques révèlent qu'en 1481, soit 11 ans

avant le voyage épique de Christophe Colomb, des habitants du Devon, ce petit coin d'Angleterre d'où sont venus un grand nombre de pionniers de ma province, ont traversé l'Atlantique et découvert mon île, qu'ils nommèrent Brésil. N'eût été cet accident de l'histoire qui a fait qu'en 1497 Jean Cabot a cru avoir abordé en terre inconnue et qu'il a baptisée Terre-Neuve ou Terra Nova, le nom Brésil aurait déjà été pris quand Pedro Cabral a mis pied sur le sol de votre magnifique pays en 1500. C'est dire que depuis le début nos deux histoires ont été liées, du moins sur le plan nominal. Je pourrais vous raconter d'autres anecdotes tirées de annales tant du Canada que du Brésil. Mais je m'intéresse moins à ces faits isolés qu'à la similarité de nos modes de développement et de leurs aboutissements. Permettez-moi d'attirer votre attention là-dessus.

De tous les grands pays du continent américain, seuls le Canada et le Brésil ont su conquérir leur indépendance sans connaître les horreurs de la guerre civile et sans le bouleversement des liens culturels avec l'Europe qui a souvent accompagné les mouvements de libération dans d'autres régions de notre hémisphère. Ayant tout au long de notre histoire puisé tant dans les traditions européennes qu'américaines, nous avons fait naître des sociétés qui se différencient à bien des égards de celles du reste du continent. Le fait que le Canada possède non seulement une, mais deux langues principales, a contribué plus qu'on ne saurait le dire à ce processus car il nous a permis de tirer profit de l'héritage et de la richesse de deux cultures européennes. De ce fertile mélange d'influences, nous avons tenté d'extraire les meilleures, quelle que soit leur provenance, et de les adapter au contexte canadien:

-- Notre constitution en témoigne. Tout en étant une fédération, à l'instar du Brésil et de bien d'autres pays de l'hémisphère, le Canada compte aussi parmi les rares nations de l'hémisphère dotées d'un système parlementaire.

-- Notre système économique mixte, où se côtoient harmonieusement des sociétés privées et d'Etat, constitue également un reflet de cet effort. En outre, le gouvernement joue un rôle majeur en vue d'influencer le rythme de l'activité économique. Nous tentons actuellement de canaliser les apports étrangers de façon à en tirer le plus d'avantages possible. A cet effet, nous avons créé l'Agence d'examen de l'investissement étranger, qui étudie les propositions pour l'entrée de capitaux ou l'achat de sociétés canadiennes par des compagnies étrangères pour que ces transactions soient susceptibles de favoriser le Canada.

-- Non contents de nous inspirer de l'exemple européen en mettant au point notre régime étendu d'assistance sociale, nous y sommes allés de nos propres innovations. Laissez-moi vous dire à ce propos que j'ai été fort impressionné en apprenant comment le gouvernement brésilien avait investi les cotisations au fonds de pensions dans la construction de logements pour familles à faible revenu. N'est-il pas vrai que vous avez en huit ans bâti davantage de logements que vos prédécesseurs dans toute l'histoire du pays?

-- L'aide considérable que nous accordons aux secteurs de l'éducation et de la culture vient de ce que nous avons emprunté à la fois aux modèles américain et européen.

Si nous avons su puiser à ces sources et en tirer grand profit tout en laissant notre pays vibrer au vent de changement qui balaie la planète, c'est uniquement grâce à notre attachement aux principes d'une société ouverte. Notre respect profondément ancré pour les libertés démocratiques et les droits de l'homme nous a permis de réduire très efficacement les disparités linguistiques, culturelles, régionales et sociales au Canada. Toutefois, je mentirais en affirmant qu'il a toujours été facile de se conformer à ces principes. Nous avons vécu les inquiétudes et connu les tensions suscitées par l'accélération contemporaine de l'histoire. Néanmoins, nous croyons fermement qu'une telle ouverture au monde, malgré tous les risques qu'elle comporte, demeure, à longue échéance, le seul moyen d'évoluer harmonieusement dans la stabilité, l'unité et la prospérité.

Le gouvernement actuellement au pouvoir dans l'une de nos provinces, le Québec, préconise la séparation d'avec le reste du pays. En ma qualité de membre du gouvernement du Canada, je veux vous assurer de toute notre confiance en l'unité du pays. La confédération canadienne existe depuis plus de cent ans et ce n'est pas la première fois qu'elle est menacée. Mais comme le Canada est passé maître dans l'art du compromis, dans le bon sens du terme, je suis convaincu que nous saurons relever ce nouveau défi.

Jusqu'à présent, j'ai fait allusion aux parallèles politiques et sociaux manifestes dans l'évolution de nos deux pays, mais j'ai omis un secteur où les similitudes sont peut-être les plus frappantes, celui de la croissance économique. De part et d'autre, nous avons dû nous colleter avec le formidable problème que représente le développement, avec des ressources financières limitées de vastes territoires où la nature est souvent hostile mais qui recèlent des richesses considérables. Pour y arriver, nous avons adopté les mêmes solutions. Il nous a fallu mettre au point ou acquérir l'organisation, les techniques et l'infrastructure nécessaires pour ouvrir ces étendues et exploiter leur potentiel hydro-électrique, leurs matières premières et leurs ressources agricoles.

Si nos problèmes se ressemblent beaucoup, les résultats que nous obtenons suivent également la même courbe: de simples pays, nous sommes devenus des sous-continents. Vous occupez un plus grand espace que la superficie continentale des Etats-Unis; quant à nous, nous venons en second juste après l'Union soviétique. Comme le Canada, le Brésil est promis à un bel avenir. Avec vos vastes étendues et vos cent dix millions d'habitants, vous êtes assurément destinés à vous hisser au rang des grandes puissances mondiales. Pour notre part, malgré une population qui représente moins d'un quart de la vôtre, nous avons pu atteindre un produit national brut de niveau comparable à celui de bien des grands pays industrialisés d'Europe occidentale.

En outre, les particularités de nos cheminements historiques nous ont amenés à établir un vaste réseau de relations à l'extérieur de l'hémisphère occidental.

Tous ces points communs dans notre évolution et notre situation actuelle ont milité en faveur d'une étroite collaboration dans de nombreux domaines. Rapprochés sur le plan géographique par nos vastes étendues et nos littoraux fort longs, nous avons travaillé main dans la main aux conférences sur le droit de la mer. En notre double qualité de pays industrialisés et exportateurs de matières premières, nous avons

œuvré de concert aux Nations Unies et à la Conférence sur la coopération économique internationale dans la poursuite du dialogue sur le nouvel ordre économique mondial. Qui plus est, les quatre-vingts dernières années ont vu l'épanouissement d'une coopération économique étroite et fructueuse. A l'heure actuelle, il y a au Brésil une plus grande concentration de capitaux canadiens que partout ailleurs à l'étranger, sauf aux Etats-Unis. Nous venons d'ailleurs au cinquième rang des investisseurs étrangers dans votre pays. Les investissements canadiens au Brésil se chiffrent à un milliard de dollars, auquel on peut ajouter un autre milliard sous forme de prêts consentis par nos banques. Au sein de l'hémisphère occidental, chacun de nous est l'un des plus importants partenaires commerciaux de l'autre.

Même si les résultats obtenus jusqu'ici sont appréciables, je suis d'avis que nos relations recèlent des possibilités beaucoup plus riches. Nous entendons développer ce potentiel car nous attachons une très grande priorité à nos rapports avec le Brésil.

A l'heure actuelle, nous nous efforçons d'équilibrer les liens forts et étendus que nous entretenons avec les Etats-Unis en intensifiant et en diversifiant nos contacts économiques et politiques dans les autres grandes régions du monde. Nous avons récemment amorcé d'importantes initiatives en ce sens de concert avec la Communauté économique européenne et le Japon, ce qui nous permettra, selon moi, de mieux exploiter notre capacité de croissance. L'Amérique latine, et plus particulièrement le Brésil, représente pour nous un troisième partenaire avec lequel nous souhaitons coopérer dans l'espoir d'atteindre un développement marqué et mutuellement bénéfique.

Depuis que nous avons décidé, en 1970, de renforcer nos liens avec les autres pays de l'hémisphère occidental, nous nous sommes engagés de diverses façons. Nous avons notamment nommé un ambassadeur à titre d'observateur permanent à l'Organisation des Etats américains et nous détachons maintenant des représentants auprès de tous ses organismes spécialisés importants; nous sommes devenus membre de la Banque interaméricaine de développement; nous avons versé une aide financière au Pacte andin; nous avons offert notre concours à des projets de développement technique du Système économique latino-américain; et enfin, nous avons mis au point de nombreux programmes d'aide bilatérale dans la région.

Je puis vous assurer qu'aucun autre pays du continent, exception faite des Etats-Unis, ne nous importe plus que le Brésil et plus nous nous tournons vers l'avenir, plus ce vaste pays s'impose à notre esprit. Depuis la visite dans ce pays à l'automne de 1974 du ministre de l'Industrie et du Commerce M. Alastair Gillespie, nous avons tenté plus activement de nous rapprocher de vous, ce qui fut particulièrement évident l'année dernière. En mars et en novembre, le président de l'Agence canadienne de développement international est venu se rendre compte sur place des possibilités d'application de notre nouvelle stratégie d'aide au développement à l'intention des pays à cheval entre les mondes industrialisé et en voie de développement. Par cette stratégie, fondée sur le principe de la coopération entre partenaires égaux, nous espérons, entre autres, promouvoir la collaboration aux niveaux scientifique et technique et le lancement d'entreprises conjointes entre sociétés de même taille. Soit dit en passant, nous nous sommes engagés à verser, d'ici 1981, plus de 13 millions de dollars au Brésil sous des formes classiques d'aide au développement.

En juin dernier, nous avons conclu un accord prévoyant la création d'un comité conjoint sur les questions économiques et commerciales, qui s'est d'ailleurs réuni pour la première fois à Ottawa en novembre. En septembre, notre ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, venait à son tour discuter de coopération en matière de technologie agricole. Croyez que je suis heureux d'être ici à la tête d'une délégation représentant plusieurs ministères gouvernementaux dans le but de continuer sur cette lancée et de préparer de futures visites. Je puis vous affirmer que nous ne relâcherons pas nos efforts.

Depuis que nous nous sommes progressivement engagés dans les affaires de l'hémisphère, nous avons toujours considéré le Brésil comme l'un de nos interlocuteurs privilégiés. Nos traditions politiques particulières, tellement différentes de celles de la plupart des autres pays de cette partie du monde, nous ont permis de comprendre la position spéciale de votre pays au sein du Système interaméricain. Dans le contexte plus large de la scène internationale, le Brésil apparaît comme un Etat fortement ancré dans la tradition occidentale mais dont le schème de développement lui permet de comprendre les aspirations du tiers monde.

Le Canada est également bien placé pour comprendre le désir des nations tiersmondistes de bénéficier plus rapidement d'un réel transfert de ressources et d'accélérer leur rythme de développement. Au sein de la Conférence sur la coopération économique internationale, où le Canada assure la coprésidence au nom des nations industrialisées et où le Brésil joue également un rôle important, nous avons travaillé avec acharnement et en étroite collaboration avec Senor Perez Guerrero du Venezuela afin de combler le fossé qui divise actuellement les pays industrialisés et non industrialisés.

Récemment, j'ai été frappé de voir combien les discussions sur les produits de base, de même que sur d'autres questions vitales au dialogue nord-sud, se sont enlisées dans la rhétorique. Je suis fort préoccupé du fait que nous semblons marquer le pas. A mon avis, des pays comme le Canada et le Brésil peuvent contribuer de façon pragmatique à la recherche d'une solution susceptible de satisfaire les besoins tant des pays développés qu'en voie de développement, particulièrement au chapitre des produits de base.

Nos exportations de certaines matières premières représentent une fraction considérable de l'ensemble du commerce mondial. Par exemple, en 1974, les exportations conjuguées de nos deux pays en minerai de fer intervenaient pour environ 23 % du marché mondial et celles de colombium concentré pour environ 75 %. Chacun de nous exporte également en grande quantité d'autres produits de base, par exemple, dans le cas du Canada, du cuivre, du nickel, de l'uranium, du plomb et du zinc. Par ailleurs, le Canada est également tributaire des importations de certaines autres matières premières essentielles comme le pétrole et les produits tropicaux, notamment le café. Nous voyons donc très bien la nécessité de conclure à l'égard de divers produits de base des arrangements dont ont besoin à la fois les nations productrices et consommatrices.

Nous désirons également oeuvrer de concert avec vous pour que s'achève rapidement et sous le signe du succès les négociations commerciales multilatérales de Genève. En sa qualité de grande nation commerçante, le Canada juge ces entretiens de la plus haute importance. Nous sommes très conscients du rôle particulier que le Brésil tente d'y jouer afin d'en assurer un aboutissement satisfaisant pour les pays en voie de développement. Vous n'êtes sans doute pas sans savoir que le Canada a pris l'initiative de proposer une technique de négociation complémentaire, dite de l'approche sectorielle, conçue pour aider les pays exportateurs tant développés qu'en voie de développement, à accroître leurs possibilités sur le plan de la production et de la vente à l'étranger de certaines ressources à fort coefficient de transformation, de même que de matières premières. Cela stimulerait d'autant l'activité industrielle et l'emploi sur nos marchés intérieurs. J'espère beaucoup que le Brésil appuiera cette initiative.

Mais ce n'est pas tout. Nous désirons continuer de collaborer avec vous sur les questions se rapportant au droit de la mer. Nous souhaitons également poursuivre notre dialogue naissant sur les problèmes de l'Afrique. Conscients que vous avez réussi à établir des liens étroits avec les Etats africains, en particulier avec les pays de langue portugaise, nous sommes intéressés à connaître vos vues sur le sujet.

Du fait de l'étroite complémentarité de nos économies, c'est dans ce secteur qu'existe le plus grand potentiel de coopération entre nous et plus particulièrement entre les secteurs privés de nos deux pays. Notre évolution nous a amenés à devenir des spécialistes mondiaux dans nombre de domaines actuellement importants pour l'expansion de votre économie, notamment les télécommunications et le transport ferroviaire, la construction d'aéroports, les moteurs d'aéronefs et les avions à décollage et à atterrissage courts, les génératrices hydro-électriques et le transport d'énergie sur de longues distances. Je compte d'ailleurs m'étendre davantage sur cet aspect de nos relations à l'occasion de ma visite à Sao Paulo et à Rio, où je dois rencontrer les chefs de file des milieux d'affaires.

L'essentiel, c'est de mieux faire connaître l'énorme potentiel de coopération économique entre le Brésil et le Canada. Par le passé, nous avons participé à vos foires commerciales et nous continuerons de le faire. Par exemple, l'an dernier, nous avons organisé un symposium conjoint sur le transport ferroviaire à Rio de Janeiro et un autre sur les installations aéroportuaires à Sao Paulo. En outre, nous avons participé à l'exposition agricole de Porto Alegre. Nous entendons également continuer à envoyer chez vous des missions ministérielles et à faire preuve de dynamisme dans le domaine de la culture. Ainsi, le pianiste canadien Arthur Ozolins a été l'un des artistes invités dans le cadre de la semaine de l'aviation de Sao Paulo, la guitariste Liona Boyd est actuellement en tournée dans votre pays et je suis heureux d'annoncer que plus tard cette année, les Grands Ballets canadiens s'y produiront. Nos contacts s'étendent même au monde du sport. Comme vous le savez sans doute, c'est une Canadienne qui montait le cheval gagnant au Championnat mondial de 1976 couru à l'hippodrome de Sao Paulo. Qui sait, peut-être nous rencontrerons-nous un jour sur le terrain de football?

Nous apprécions vos efforts pour mieux nous faire connaître votre pays; j'attends avec impatience votre visite au Canada, Excellence, à un moment qui nous agréera, de même que celles de MM. Severo Gomes et Alysson Paulinelli, respectivement ministres de l'Industrie et du Commerce et de l'Agriculture. Nous saluons la récente inauguration à Toronto des succursales de deux banques brésiliennes. Nous estimons en effet que ces visites et leurs suites contribueront à consolider vos intérêts politiques, commerciaux et financiers au Canada.

Il ne nous sert de rien d'avoir pleinement conscience des grandes possibilités de coopération qui existent entre nos deux pays si nos politiques économiques respectives négligent nos intérêts mutuels.

Nous comprenons parfaitement votre politique d'industrialisation et nous ne ménageons aucun effort pour nous y adapter. A cet égard, nous convenons que de nombreuses sociétés canadiennes opérant au Brésil doivent ajouter à leur activité commerciale une participation accrue au développement de l'économie brésilienne par la coopération technique, industrielle et financière avec des sociétés locales.

Afin de financer de tels projets, la Société canadienne pour l'expansion des exportations acceptera, comme elle l'a toujours fait, de fournir des garanties à court et à moyen terme ainsi que des crédits à long terme et des garanties pour les investissements canadiens à l'étranger. Dans le cas du Brésil, elle a déjà engagé des crédits de 183 millions de dollars.

Nous espérons que notre coopération ne sera pas unilatérale. Le marché canadien demeure l'un des plus ouverts au monde et dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, nous sommes prêts à accepter une libéralisation accrue des échanges. De plus, notre Système généralisé de préférences prévoit des tarifs spéciaux pour une vaste gamme de vos produits.

Nous espérons que, de votre côté, vous prendrez en considération nos intérêts lors de l'élaboration de vos politiques économiques. Nous souhaitons que vous nous aidiez à nous adapter à cette nouvelle réalité que constitue la co-participation avec des entreprises brésiliennes et que vous encouragerez des sociétés d'experts-conseils canadiennes à mettre leur expérience et leurs connaissances technologiques au service du développement de votre vaste territoire.

J'ai d'ailleurs l'intention de revenir sur ces questions économiques lors des discussions que j'aurai avec des représentants du monde des affaires à Sao Paulo et à Rio. Ici à Brasilia, c'est avec plaisir que nous discuterons avec vous des moyens à employer pour développer le vaste éventail de nos relations politiques et économiques bilatérales.



Pour autant que nous tenions compte de nos intérêts mutuels et que nous soyons sensibilisés à nos capacités réciproques, nous pouvons accomplir de grandes choses ensemble. Car nos similitudes et nos différences se marient en un équilibre admirable. Ma visite a principalement pour but de vous assurer que nous sommes prêts à faire l'effort nécessaire pour atteindre cet objectif.